

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18272 - 71ÈME ANNÉE

Avec l'Union PCR-Progrès

Les Réunionnais pourront décider de changer le système

Dans trois jours, les derniers chiffres du chômage seront connus. Ils souligneront le bilan du président de Région sortant et montreront aussi toutes les limites des promesses des candidats Didier Robert et Bello-Annette qui disent vouloir créer des dizaines de milliers d'emplois sans changer le système. Alors que le besoin de changer de modèle fait l'objet d'un constat largement partagé, seule l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité est prête à passer du constat aux actes, afin d'offrir aux Réunionnais l'espoir de changer de système, la condition nécessaire à l'inversion de la courbe du chômage.



Avec l'Union PCR-Progrès, l'espoir s'est levé pour qu'à l'horizon des luttes, les jeunes héritent d'une Réunion nouvelle.

La semaine prochaine commencera le 26 octobre par la publication d'une information capitale : les chiffres du chômage. En France, cette information ne passe pas inaperçue. Elle est largement traitée dans les médias, d'autant plus que François Hollande a fait de l'inversion de la courbe du chômage la condition à une candidature pour un second mandat de président de la République.

À La Réunion, le taux de chômage est trois fois plus important qu'en France. Plus de la moitié des jeunes sont condamnés à être privés d'emploi. Mais cette information est trop souvent minimisée alors qu'elle est le problème numéro un à La Réunion.

Fin septembre, Pôle emploi avait annoncé que 178.910 Réunionnais étaient en août dernier officiellement à la recherche d'un emploi, la moitié sont au chômage depuis plus d'un an, et seulement 60.500 sont indemnisés. Ce nombre ne recouvre pas la totalité de la crise, car une partie des travailleurs au chômage ne s'inscrivent plus à Pôle emploi. D'autres sont radiés alors qu'ils sont sans activité professionnelle.

Didier Robert et Bello-Annette ont favorisé le chômage

Ces données sont tout d'abord une partie du bilan du président de Région sortant. Dès son arrivée, il a cassé les projets dont le financement avait été acquis par Paul Vergès. La conséquence, c'est la montée en flèche du chômage. Toutes les opérations de communication lancée au cours des cinq dernières années n'ont pas changé la tendance. Faute d'une politique adaptée à la situation, le mandat de Didier Robert a été celui du record historique du nombre de chômeurs. Il n'est pas le seul responsable de cette augmentation. Quand Gilbert Annette et Huguette Bello sont arrivés à la tête des mairies de Saint-Denis et Saint-Paul en 2008, ils ont eux aussi stoppés des projets créateurs d'emplois. À Saint-Denis, le chantier du Pôle océan a été stoppé. 7 ans plus tard, la zone est restée un terrain vague. Ce n'est que depuis quelques mois que deux immeubles d'habitation sortent de terre en zone périphérique. C'est bien peu pour compenser les dégâts à l'emploi. Le Zénith intercommunal a subi le même sort. 7 ans plus tard, le site est un parking. À Saint-Paul, Huguette Bello a stop-

pé le projet d'hippodrome. Des jeunes étaient pourtant déjà partis en France se former aux métiers du cheval. Quant aux sommes dépensées par les Réunionnais dans les paris hippiques, elles alimentent une filière en France alors qu'une partie aurait pu servir à créer des emplois à La Réunion.

Ces décisions politiques ont aggravé une crise structurelle. Comme les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais soutenu le développement de La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi n'a cessé d'augmenter. Malgré l'exil en France d'une grande partie de la jeunesse organisé depuis les années 1960, le chômage de masse touche La Réunion depuis plus de 40 ans.

Dire la vérité

Aujourd'hui, les responsables de l'aggravation du chômage promettent des dizaines de milliers d'emplois tout en réalisant le tour de force de ne pas changer le système et d'ignorer les rendez-vous inévitables du prochain mandat des conseillers régionaux. Didier Robert et Bello-Annette passent sous silence la fin du quota sucrier en 2017 et ses conséquences : 18.000 emplois menacés. Ils refusent d'informer la population sur les effets de la mondialisation : remise en cause de l'octroi de mer et ouverture de toutes nos productions à la concurrence des pays voisins avec l'application des APE. Ils oublient aussi de citer la fin de la défiscalisation en 2017, alors qu'aucun dispositif de remplacement pour attirer les crédits ne soit pour le moment garanti.

La somme de ces crises, ce sont plusieurs dizaines de milliers de Réunionnais qui risquent de perdre leur emploi. Comment croire aux promesses de baisse du chômage de Didier Robert ou Bello-Annette dans ces conditions ?

Seule l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité conduite par Patrick Lebreton informe la population sur la réalité de ces crises, et appelle les Réunionnais à s'organiser pour résister.

Le pouvoir confisqué

Les menaces sur l'emploi découlent en grande partie d'une impossibilité : les verrous institutionnels sont tels que les Réunionnais ne peuvent défendre directement leurs intérêts.

Dans les négociations des APE, nos voisins peuvent exclure des secteurs stratégiques de la concurrence. Les Réunionnais n'ont pas le droit de le faire. C'est ainsi que toute la production agricole et industrielle est menacée, sans oublier les services à la merci d'une délocalisation.

Pour la canne à sucre, tout dépend de l'Union européenne qui a la responsabilité de signer des accords commerciaux au nom des Réunionnais sans être obligée de les consulter. Résultat : dans deux ans, ce sera pour la confrontation directe avec le marché mondial.

De plus, des pans entiers de l'économie réunionnaise sont passés sous contrôle d'entreprises extérieures : l'électricité, énergie des transports, distribution, grandes entreprises du BTP, télécommunication, gestion de l'eau et même l'industrie sucrière.

Changer c'est possible

Seule l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité conduite par Patrick Lebreton revendique une rupture avec ce système qui prive les Réunionnais du pouvoir de gérer leurs affaires. Dans les propositions qui constituent le socle de l'Union PCR-Progrès, le pouvoir aux Réunionnais est en bonne place. Au début de l'année prochaine, le gouvernement mettra en débat à l'Assemblée nationale deux projets de loi sur l'Outre-mer. Le premier traitera de la lutte contre les inégalités, tandis que le second mettra en débat la réforme institutionnelle. C'est le moment de faire entendre des propositions pour que les Réunionnais puissent avoir le droit de peser sur les décisions qui concernent leur avenir.

Aujourd'hui, ce besoin de responsabilité nouvelle fait l'objet d'un constat largement partagé, ce qui constitue une victoire idéologique de première importance pour le PCR. Mais seule l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité est prête à passer du constat aux actes, afin d'offrir aux Réunionnais l'espoir de changer de système, la condition nécessaire à l'inversion de la courbe du chômage.

M.M.

Édito

Face aux candidats des énergies fossiles, l'Union progresse chaque jour

Ces derniers jours, Didier Robert a montré tout son attachement à son projet de route en mer dite nouvelle route du littoral ou NRL. Il a en effet dit que la Région Réunion était prête à reprendre à son compte le projet de raccordement de la NRL à l'entrée de Saint-Denis. Rappelons que pour garantir le financement de la clé de voûte de la nouvelle route du littoral, le tandem Bello-Annette soutient une étude qui vise à établir un péage à l'entrée de Saint-Denis. C'est la solution miracle qui obligera tous les automobilistes à payer les inévitables dépassements de crédits. L'obstination de Bello-Annette à soutenir la NRL est une réalité. Aussi ils n'ont pas manqué d'humour hier en invitant certains journalistes, pas ceux de Témoignages en tout cas, les écouter se racheter une virginité dans le domaine de l'environnement.

En effet, Bello-Annette veulent continuer la route en mer à tout prix, c'est ce que rappelle le projet de péage. Ils annoncent le projet d'un train d'une trentaine de kilomètres entre Saint-Denis et Saint-Benoit. Mais le mode de financement proposé par Bello montre qu'en réalité, les diviseurs de la gauche ne veulent pas du train. Ils lient la pose de la première traverse de chemin de fer à un bien hypothétique financement d'un fonds Juncker dépendant du bon vouloir de la Commission européenne. Ils pourraient faire plus simple en renonçant dès maintenant au péage et à leur soutien à tout prix de la NRL, cela permettrait d'avoir des fonds pour financer l'amorce du chemin de fer. Mais ce n'est pas leur choix.

C'est pourquoi Bello-Annette ne craignent pas de faire rire en envoyant Cadet en première ligne pour apporter une caution soi-disant écolo à leur manœuvre. Ce dernier dit que l'objectif est d'arriver à 50 % d'énergies renouvelables en 2021. Comment donc y croire en menant la même politique des transports que Didier Robert : tout pour la NRL ?

La convergence objective entre Didier Robert et les diviseurs de la gauche apparaît chaque jour plus évidente. Leur soutien commun à la NRL à tout prix, c'est la condamnation de tous les autres projets alternatifs.

Fort heureusement, les Réunionnais ont le choix d'une autre politique. L'union PCR-Progrès a imposé le train comme une proposition obligée de tous les candidats. C'est en remettant en cause le tout-automobile qu'il sera possible de gagner le pari de l'autonomie énergétique. Seule l'Union est porteuse de ce projet écologique. Entre l'original et de bien pâles copies, nul doute que la population fera le bon choix le 6 décembre.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Préparation de la COP21

L'OCDE pour une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre

Les économies avancées et émergentes ont fait des progrès face aux enjeux climatiques, mais la plupart sont sur une trajectoire qui ne devrait pas leur permettre d'atteindre leurs objectifs d'atténuation. Les gouvernements doivent considérablement intensifier leurs efforts et renforcer leurs politiques climatiques, tel est le constat d'une nouvelle analyse de l'OCDE consacrée à l'atténuation du changement climatique dans 44 pays et l'UE.

Atténuation du changement climatique : politiques publiques et progrès réalisés passe en revue les 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Lettonie, la Lituanie, et l'Union européenne, qui comptent globalement pour plus de 80 % dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

Selon ce rapport, ces pays sont de plus en plus nombreux à avoir mis en place des instruments de tarification du carbone, réduit leurs subventions aux combustibles fossiles, investi dans la R-D en faveur des technologies vertes, protégé leurs forêts et fait reculer les émissions des usines, des exploitations agricoles et des décharges. Presque tous ont réussi à faire baisser leurs émissions de GES par unité de PIB. Les résultats des politiques de lutte contre le changement climatique se font néanmoins attendre, et il est aujourd'hui nécessaire de passer des engagements aux actes.

« La dynamique qui sous-tend l'action climatique s'intensifie et de plus en plus de pays prennent des mesures pour tarifier le carbone et réguler les émissions. Cependant, pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, les pays devront considérablement accélérer leurs efforts » a déclaré le Directeur de l'environnement de l'OCDE, Simon Upton.

« Les pays n'ont plus beaucoup de temps pour procéder aux ajustements nécessaires pour atteindre leurs objectifs et maintenir le cap sur l'objectif à long terme de limiter à 2 degrés la hausse des températures. Il leur faut s'engager sur une trajectoire qui leur permettra de réduire à zéro les émissions nettes de

carbone d'ici la fin du siècle. » S'agissant des pays ayant annoncé avant le mois d'août 2015 leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) pour après 2020, le rapport constate que les États-Unis devraient réduire leurs émissions de GES de 2,3-2,8 % par an pour atteindre leurs objectifs post-2020, contre une réduction annuelle moyenne de 1,6 % pendant la période 2005-12. L'Union européenne devrait quant à elle parvenir à une réduction de 2,8 % par an pour honorer sa CPDN post-2020, contre 1,8 % en 2005-12.

La Chine et l'Inde ont basé leurs objectifs pour 2020 et 2030 sur leurs émissions par unité de PIB, plutôt que sur des valeurs absolues. Le découplage entre les émissions et la croissance semble actuellement suffisant pour permettre à ces pays d'atteindre leurs objectifs à l'horizon 2020, mais la Chine devra accélérer ce découplage pour parvenir à son objectif de 2030.

Les émissions de GES de l'ensemble des pays de l'OCDE ont culminé en 2007 mais étaient toujours supérieures aux niveaux de 1990 en 2012. Les efforts déployés pour réduire les émissions grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'exploitation des énergies renouvelables ont été partiellement annulés à mesure de la reprise économique et de la hausse de la demande mondiale de transport.

Le retour du charbon

Plusieurs pays se désengagent du nucléaire depuis la catastrophe de Fukushima et certains se tournent vers le charbon sans captage et

stockage du carbone. Ces pays ont encore beaucoup à faire pour se départir des systèmes à forte intensité de combustibles fossiles historiquement responsables du gros de leurs émissions.

S'agissant des économies émergentes étudiées, leurs émissions totales ont sensiblement augmenté depuis les années 90. Ces pays sont confrontés à d'autres priorités et défis, et devraient veiller à ce que les politiques adoptées et les infrastructures mises en place ne les enferment pas dans des trajectoires à forte intensité de carbone.

Inégalités

Des profils nationaux détaillés et des données visualisables pays par pays seront disponibles à partir de la mi-novembre pour accompagner ce rapport. D'autres résultats ressortent par ailleurs de cet examen :

- Les émissions de GES par unité de PIB ont diminué dans les 44 pays étudiés sauf en Indonésie et en Turquie entre 1990 et 2012. Les émissions annuelles par habitant vont de 1,5 tonne de CO₂ en Inde, à 24 tonnes en Australie.

- L'énergie, production d'électricité et transports compris, compte pour plus de 70 % des émissions de GES de la plupart des pays de l'OCDE. Le charbon, combustible ayant la plus forte intensité carbone, représentait 45 % de la production d'électricité en 2012 dans les 44 pays étudiés, et constituait la première source d'énergie électrique en Afrique du Sud, en Chine, en Inde et en Pologne.

Dernier jour de consultation sur la ratification de la Charte des langues régionales

Mobilisation réunionnaise pou nout lang kréol

Lofis la lang kréol La Rényon (22 rue Léon de Lépervanche au Port, koté légliz Jeanne d'Arc - 0262 32 18 61) vient de transmettre sur son réseau de militants culturels réunionnais un appel d'urgence à la mobilisation pour que soit ratifiée par l'État français la «Charte des langues régionales et minoritaires», dont fait partie notre langue créole réunionnaise. Cet appel est d'autant plus urgent que vous devez donner votre avis grâce à la grande consultation en ligne jusqu'à ce vendredi 23 octobre 2015. En voici la présentation.



Axel Gauvin, président de Lofis la lang kréol La Rényon, lors de la présentation d'une exposition en 2012.

Lors du Conseil des ministres du vendredi 31 juillet 2015, Christiane Taubira a présenté le projet de loi portant ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Ce projet de loi engage la France à appliquer 39 mesures des 98 que comporte la Charte européenne, afin consacrer le droit aux citoyens d'employer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée ou publique. Christiane Taubira a décidé d'organiser une consultation publique afin que chacun puisse faire part de ses commentaires sur les 39 mesures que le texte propose de ratifier. Exprimez-vous !

Il faut faire un clic sur le lien suivant :

<http://www.textes.justice.gouv.fr/textes-soumis-a-concertation-10179/ratification-de-la-charte-des-langues-regionales-et-minoritaires-28401.html>

28401.html

Si ça ne fonctionne pas, il faut le copier et le coller dans la barre de recherche d'internet; ensuite répondre aux questions pour faire avancer un peu en France et dans les Outre-mer le contenu de la Charte européenne des langues minoritaires. Si l'on s'y met toutes et tous, peut-être un jour nous arriverons à faire sauter les serrures et cadenas qui nous attachent ...! Il est fondamental et impératif de participer à cette consultation (ça ne prend pas beaucoup de temps, on n'est pas obligé de commenter, il suffit de cliquer).

Attention : les adversaires des langues régionales sont mobilisés et déterminés; les jacobins de tout poil une fois de plus afficheront leur mépris. Ils vont donc activer leurs réseaux pour que leurs militants et sympathisants inondent le ministère de clics "contre".

Tous ceux qui ont à cœur la promotion des langues régionales, quoi qu'ils pensent par ailleurs de la Charte, doivent donc réagir et faire réagir autour d'eux. L'enjeu est énorme. Il ne faut pas laisser passer l'occasion. Faites suivre ce message à tous vos amis et connaissances que vous savez sensibles à notre cause.

« La pli i donn » joue les prolongations : rendez-vous mardi

Suite au succès rencontré par le nouveau spectacle de la Cie Cirquons Flex, « La pli i donn », et la dernière représentation prévue ce vendredi étant complète depuis 2 semaines, le théâtre du grand marché et la cie cirquons flex ont décidé d'organiser, exceptionnellement, une représentation supplémentaire mardi 27 octobre à 19h. Voici une présentation du spectacle.

Que l'on nous pardonne l'étiquette un peu restrictive de « cirque » sur la nouvelle création de la compagnie Cirquons Flex. Car même si l'on connaît déjà le travail d'expérimentation autour des arts circassiens entrepris par Virginie Le Flaouter et Vincent Maillot, « La pli i donn » pousse leur travail encore plus loin. Fruit des rencontres et des questionnements incessants de la compagnie, ce nouveau projet mêle performances, musiques, captations de sons et d'images, textes, danses traditionnelles et hybrides, quelque part au carrefour de La Réunion, de l'Afrique du Sud et de Madagascar. Sans oublier le regard occitan de l'étonnant Christophe Rulhes, performeur, musicien et ethnologue du GdRA. Une constante, néanmoins, traverse l'œuvre de Cirquons Flex : l'attachement aux questions de « territoire », de « culture », tant dans sa dimension humaine qu'écologique.

Les réservations se font du lundi au vendredi de 11h à 18h, par téléphone au 0262 20 96 36 ou par mail à location@cdoi-reunion.com

Partenariat entre Terragen et Case IH à Maurice

De la paille de canne à sucre pour produire de l'électricité

Terragen et Case IH sont partenaires pour produire des balles de paille de canne à sucre haute densité de haute qualité, pour alimenter une centrale de production d'électricité bagasse-charbon. La semaine dernière à Maurice, ils ont présenté à la presse une machine qui permet d'importants gains de productivité.



M. Stepher Heureuse, M. Patrice Nicolas, M. Jean-Marc Flore et M. Didier Duthil de MECOM Ltd, M. Denis Lagesse de LA MOISSON Ltd, Melle Lauriane Mietton et M. Charles Vaulbert de TERRAGEN Ltd et M. Pierre-Guy Charoux de LA MOISSON Ltd.

A Maurice, la confrontation de la filière canne à sucre à la concurrence mondiale a amené à rechercher la plus grande diversification dans les produits issus de cette plante. C'est l'évolution vers une industrie de la canne. Le volet énergétique tient une place importante. L'ancienne Séchilienne-Sidec, devenue Albioma est un nom bien connu des Réunionnais. C'est cette société qui exploite les deux centrales du Gol et de Bois-Rouge. Ce sont les deux installations qui produisent de l'électricité en continu, 24 heures sur 24. C'est la puissance de base du réseau électrique réunionnais. Ces centrales fonctionnent au charbon et peuvent remplacer cette énergie fossile par de la bagasse pendant la coupe. Albioma est aussi implantée à Maurice. La société s'est associée au groupe mauricien TERRA pour constituer Terragen Ltd. Elle ex-

ploite une centrale bagasse-charbon dans un pays où la canne à sucre recouvre 85 % des terres arables.

Les technologies actuellement utilisées à Maurice peuvent produire plus de 500 kW/h d'électricité par tonne de bagasse. La centrale thermique de 70,6 MW de Terragen Ltd produit près de 400 GW/h d'électricité par an, ce qui couvre près de 15 % de la consommation d'électricité annuelle du pays.

Pour alimenter sa centrale thermique, Terragen Ltd (un joint-venture d'Albioma et du groupe mauricien TERRA) a mis en place un programme de récolte de paille de canne à sucre en collaboration avec le MSIRI (Mauritius Sugar Industry Research Institute) et en partenariat avec la division agricole de TERRA.

Afin de maximiser les rendements de cette récolte, Terragen est devenu partenaire de Case IH. Elle utilise la nouvelle presse à balles produite

par ce groupe de machinisme agricole. Cet outil, la LB 435 R, est capable de fabriquer des balles haute densité en moins de 60 secondes.

« Nous avons reçu la LB 434R à temps pour le début de la campagne sucrière, en juillet. Elle va travailler 8 à 10 heures par jour pendant toute la saison, avec un débit quotidien moyen de 20 balles/heure », explique Lauriane Mietton, Ingénieur agronome, Chargée de projets biomasse chez Terragen.

Ce procédé industriel permet donc de transformer un déchet, la paille de canne à sucre, en une matière première pour la production d'électricité. C'est donc la possibilité pour un planteur d'avoir un revenu supplémentaire. La paille augmente aussi la quantité du carburant d'origine végétale qui fait tourner les turbines de la centrale thermique. Elle est donc également un moyen de diminuer la consommation de charbon, et par conséquent de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La canne à sucre est décidément un or vert.



Avec cette presse à haute densité, la paille de canne à sucre est transformée en une matière première capable de produire de l'électricité.

Billet philosophique

«Tienbo ansanm»

Deux livres porteurs de messages très forts viennent de paraître à l'échelle internationale. Des messages qui peuvent intéresser les Réunionnais solidaires des peuples du monde et déterminés à continuer le combat de nos ancêtres pour la liberté.

Dans "Manifeste pour un monde solidaire", Jean-Marc Borello et Jean-Guy Henckel nous disent qu'«un autre monde est possible... Il est grand temps de remettre l'économie à sa juste place. C'est-à-dire au service du plus grand nombre, de l'intérêt général et du bien commun. Éloge de l'économie sociale et solidaire, de l'agriculture biologique et de l'alimentation de proximité, ce livre n'est pas seulement une description de belles expériences socio-économiques. Il est aussi une exhortation, un appel à la mobilisation.

Face à la montée de l'exclusion, de l'injustice, de la souffrance et de l'exploitation, ce manifeste souligne l'importance de valeurs sociales fortes comme la démocratie, la solidarité, la participation, la citoyenneté, l'inclusion. Les auteurs, depuis plus de trente ans et chacun dans son domaine, traduisent ces vœux en actes».

«Nos larmes ont la même couleur»

Le second ouvrage que nous voulons citer est "Nos larmes ont la même couleur", de Bushra Awad et Robi Damelin, où deux mères, chacune orpheline d'un fils tué, expriment toutes deux la douleur fulgurante de la perte d'un enfant. Robi Damelin est israélienne, solidaire de la lutte de libération du peuple palestinien. En 2002, son fils David, 28 ans, est abattu par un sniper alors qu'il effectue sa période de réserve (affectation suivant le service militaire, obligatoire pour tout Israélien actif) dans les territoires palestiniens. Mahmoud, Palestinien de 17 ans, fils de Bushra Awad, est,

quant à lui, tué en 2008 par des soldats israéliens dans son village de Cisjordanie.

«Ces deux femmes devraient se haïr. Pourtant, elles militent ensemble au sein d'une association qui rassemble des familles israéliennes et



Dominique Versini, président d'ATD Quart-Monde à La Réunion.

palestiniennes endeuillées par le conflit. Si ceux qui ont payé le prix fort — la mort d'un être aimé — sont capables d'empathie et de dialogue avec les éplorés du camp adverse, sans chercher vengeance, alors tout semble encore possible...».

«S'unir est la seule solution»

Les valeurs humaines fondamentales défendues par les auteurs de

ces deux livres ont été exprimées par des centaines de Réunionnais(es) le samedi 17 octobre dernier à Champ-Fleuri (Saint-Denis) à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale du Refus de la Misère, organisée par le mouvement ATD Quart-Monde de La Réunion. Son président, Dominique Versini, a notamment déclaré dans son allocution d'ouverture : «Soyez aux côtés de ceux qui sont exclus afin qu'ils ne le soient plus. Mieux encore, ayez l'audace de dénoncer les injustices. (...) Pour éradiquer la discrimination, l'exclusion et la misère, pour redonner la dignité à l'Homme, unissons nos forces dans ce sens. (...) S'unir est la seule solution pour construire un monde juste et durable, car ce sont les personnes vivant dans le plus extrême de la pauvreté qui nous montrent ce chemin de solidarité, de courage et d'espoir».

Face aux diviseurs-conservateurs, c'est exactement le sens que donne Patrick Lebreton avec tous ses alliés pour les élections régionales des 6 et 13 décembre prochain, où «les Réunionnais auront leur mot à dire. Le moment est venu de changer et de bousculer les systèmes qui nous condamnent à l'échec. Il est temps, enfin, de porter un projet réunionnais qui guide le développement de notre pays sur les 20 prochaines années. Socialistes, communistes, progressistes, nous porterons ensemble ce projet sur tous les fronts... aujourd'hui et demain !». Alon «tienbo ansanm», comme l'a dit une des banderoles d'ATD Quart-Monde.

Roger Orlu

Ot é

Si nout parti l'avé rézon yèr, akoz li n'oré tor zordi ?

Na poin lontan dsa, mi an souvien tré bien, moin té anparmi in bann kamarad é na plizyèr pou dir zot lé pa tro sir nou na rézon zordi san pour san épi osi k'i fo pran prékosyon pa ète pèrdan pars in l'unyon sé in bon l'inyon si bann partnèr i ansort gagnan. Konm i di dann la formasyon profésyonèl, i fo in bon l'akor, in l'akor gagnan-gagnan.

Dann lo sobatkoz, moin la antann inn-dé parol la sazès. Na inn té i pass an rovi tout bann konba nou la améné : konba kont lo kolonyalis, konba pou bann plantèr, la lite pou travayèr, kont lo bimidom, pou nout lang kréol, kont la frod dann z'éléksyon, pou l'égalité sosyal é d'ot ankor ; pou lo maloya épi nout kiltir rényonèz. Pou koué ? Pars nout péi lé pti, napoin bonpé d'moun, mé son l'istoir lé bien fourni mèm si li lé kourt.

Aprés la késtyon ni doi pozé sé késtyon-la : nou l'avé rézon, nou l'avé tor amenn bann konba-la si ni baz anou kosté nout pèp rényoné ? Moin mi èm bien dir in pozisyon avansé nout pèp rényoné... La répons suivan nout poinn-vizé bann vanzèr rényoné, sé nou l'avé rézon, mèm si désèrtin konba la pankor alé ziska lo bout k'i fo... Si zordi ni rod in étratézi pou fé avans konm k'i fo nout lite é si konm dopi lontan ni baz dsi in l'inyon pli larz ké nou é k'i doi ankor élarzir dann l'avnir..si ni done anou vintan pou fé avans ankor plis nout lite – la koz nout pèp !-, mi kroi ni pé dir nou na rézon.

Rézon pou donn la rou nout Rényon nouvèl !

Justin

NB Bann kamarad zot i ansouvien lo tan nout diskour té i tèrmine par "pou in rényon lib ! » é bin pou moin sé sa in Rényon nouvèl.

« Na grin bibas dann trou d'zorèy » - in kozman pou la rout

Na in n'ot manyèr di sa galman sé « zorèy koshon dann marmit poi ». Mi pans moin la fine di mon dé mo dsi kozman-la. I pé di osi : « i antan pa zorèy ! ». Kan k'in moun i fé konmsi li antan pa, soi li antan pa pou vréman, soi li fé sanblan li antann pa. Dann la lang bann fransé i di : na poin pli sour k'in moun i vé pa antann. Romark bien : souvan dé foi, i vo myé ou i fé sanblan pa antann plito ké antann, fé romark ou la antann, épi rod dispite avèk demoun. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.